

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/MA/M/12

4 février 1998

(98-0375)

Comité de l'accès aux marchés

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU 2 DECEMBRE 1997

Président: M. Moha Ouali Tagma (Maroc)

<u>Ordre du jour de la réunion</u>	<u>Page</u>
1. Adoption de l'ordre du jour	1
2. Communication de la documentation concernant le SH96	1
3. Modalités et fonctionnement de la base de données intégrée	2
4. Rapport (1997) du Comité au Conseil du commerce des marchandises	4
5. Autres questions	6
5.1 Canada - Rapport sur la réunion annuelle conjointe des ministres et des dirigeants des pays de l'APEC	6
5.2 Suisse - Listes de concessions tarifaires sur feuillets mobiles	6
5.3 Date de la prochaine réunion du Comité	7

1. Adoption de l'ordre du jour

1.1 L'ordre du jour ci-dessus, qui figurait dans le document WTO/AIR/741 en date du 20 novembre 1997, a été adopté avec l'addition des points 5.1 à 5.3 mentionnés ci-dessus.

2. Communication de la documentation concernant le SH96

2.1 Le Président a indiqué que le document G/MA/TAR/2/Rev.12 reflétait la situation actuelle concernant la soumission de la documentation requise. D'après ce document, sur les 39 Membres couverts par des dérogations, neuf Membres n'avaient soumis que des informations préliminaires ou rien encore, ces pays étant la Bulgarie, l'Egypte, El Salvador, Malte, le Honduras, le Mexique, le Pakistan, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe; trois de ces pays (l'Egypte, El Salvador et le Honduras) avaient demandé une assistance technique de la part du Secrétariat et ont indiqué que la préparation de la documentation requise était en cours. Le Président a noté toutefois que depuis la dernière réunion quelques progrès avaient été enregistrés concernant la spécification des réserves d'ordre général qui avaient été émises par certains Membres et il a souhaité que la question relative à la vérification de la documentation puisse être réglée dans un avenir prochain afin de ne pas devoir prolonger à nouveau les dérogations au-delà du 30 avril 1998.

2.2 Le représentant des Communautés européennes a dit que ses autorités s'employaient activement à effectuer les vérifications restantes pour pouvoir respecter l'échéance suggérée. Il a fait observer en outre que, d'après certains articles parus dans la presse, des relèvements des droits de douane avaient été annoncés par les pays du MERCOSUR, qu'il faudrait examiner dans le contexte des notifications concernant le SH96 présentées par ces pays. Sa délégation prendrait contact avec les pays concernés à ce sujet.

2.3 La représentante des Etats-Unis a indiqué que ses autorités s'employaient elles aussi activement à examiner la documentation et comptaient terminer cette tâche bientôt.

2.4 Le représentant de l'Egypte a dit que sa délégation travaillait avec le Secrétariat pour mettre définitivement au point la documentation concernant le SH96 et qu'il espérait pouvoir la présenter très bientôt.

3. Modalités et fonctionnement de la base de données intégrée

3.1 Avant d'ouvrir le débat sur les trois points de l'ordre du jour consacrés à la base de données intégrée, le Président a informé le Comité qu'un exemple de tableau résumant la situation en ce qui concerne les communications destinées à la BDI avait été distribué dans la salle. Il a rappelé que, à la précédente réunion du Comité, il avait été convenu que ce type de renseignements serait désormais communiqué régulièrement au Comité. Il a informé le Comité de l'état d'avancement de la BDI sur PC. Les directives relatives à la fourniture des renseignements concernant la BDI avaient été distribuées et l'application de conversion pour la BDI sur PC était prête. Des programmes concernant l'analyse des données et la BDI sur CD-ROM était en cours d'élaboration et le système de base devait être opérationnel pour la fin de l'année, à l'exception peut-être du site Internet de la BDI, pour lequel certaines conditions relatives aux mots de passe devaient être définies en consultation avec les Membres. Par ailleurs, plusieurs pays avaient déjà adressé des communications au Secrétariat.

3.2 Le Président a indiqué qu'il y avait trois points à examiner en ce qui concerne la BDI: l'adoption de dispositions régissant les dates limites pour la présentation des communications destinées à la BDI, l'accès à la BDI et les modalités de l'assistance technique concernant la BDI (G/MA/IDB/W/3). Il a rappelé que, comme il avait été convenu à la précédente réunion du Comité, des consultations informelles avaient eu lieu au sujet des propositions relatives aux dates limites et à l'accès à la BDI. Un document décrivant ces propositions, qui avait été accepté par les délégations lors des consultations informelles, avait été distribué à tous les membres du Comité le 13 novembre 1997.

3.3 Le Président a expliqué la proposition relative aux dates limites pour les communications destinées à la BDI. En ce qui concerne les premières communications, les Membres fourniraient les données tarifaires et les statistiques d'importation pour 1996, ainsi que les données tarifaires pour 1997, pour le 30 décembre 1997. Toutefois, compte tenu des difficultés que risquait de poser la préparation de la première communication, il avait été convenu qu'une certaine flexibilité serait ménagée concernant ce premier délai. S'agissant des communications suivantes, la date limite pour les données tarifaires de l'année en cours serait le 30 mars et, pour les statistiques d'importation de l'année précédente, le 30 septembre. Les dates limites seraient ajustées dans le cas des Membres qui n'établissaient pas leur tarif douanier pour une année civile, afin de tenir compte de la date d'entrée en vigueur des tarifs douaniers nationaux. Le Président a rappelé qu'au cours des consultations informelles il avait été convenu d'accorder à certaines conditions l'accès à la BDI aux pays qui étaient en train de négocier leur accession à l'OMC. Ces pays auraient accès à la BDI à condition qu'ils aient eux-mêmes déjà fourni au Secrétariat les renseignements requis, en respectant les dates limites et les modalités indiquées dans le document de base G/MA/IDB/1/Rev.1. En outre, le Comité serait régulièrement informé de la situation en ce qui concerne ces communications, de façon à pouvoir décider si ces pays devaient continuer d'avoir accès à la BDI.

3.4 Le représentant des Communautés européennes a informé le Comité que sa délégation avait présenté sa première communication au Secrétariat.

3.5 Le représentant de la Corée a dit que sa délégation avait fourni les données tarifaires et les statistiques d'importation pour 1996. En raison de problèmes techniques, il n'avait pas été possible de communiquer les données tarifaires pour 1997; celles-ci figureraient dans la deuxième communication, avec les données tarifaires pour 1998.

3.6 Le Président a demandé au Comité d'adopter formellement les propositions relatives aux dates limites pour la présentation des communications destinées à la BDI et à l'accès à la BDI, qui seraient distribuées officiellement dans un addendum au document de base G/MA/IDB/1/Rev.1. Il en a été ainsi convenu.

3.7 Le Président a ensuite présenté le document G/MA/IDB/W/3, qui décrivait les possibilités de mettre sur pied un programme d'assistance technique concernant la BDI. Les principaux éléments mentionnés dans le document étaient les suivants: logiciel pour la préparation des communications destinées à la BDI, participation à des séminaires de formation organisés par l'OMC, organisation de séminaires sur la BDI adaptés aux besoins régionaux et à ceux des divers Membres, établissement de points de contact dans les missions et les capitales, collaboration avec d'autres organisations internationales et secrétariats régionaux, et questions financières, en particulier un montant de 490 000 francs suisses qui était prévu pour lancer le programme d'assistance technique concernant la BDI en 1998.

3.8 La représentante des Etats-Unis a dit que son gouvernement reconnaissait la nécessité d'une assistance technique concernant la BDI et appuierait les efforts déployés dans ce domaine. S'agissant du document G/MA/IDB/W/3, elle était d'avis qu'il faudrait peut-être effectuer d'autres travaux pour identifier ce qui était réellement nécessaire. Un logiciel permettant d'aider les pays à préparer leurs communications de base serait très utile. L'intervenante a informé le Comité qu'un tel logiciel avait déjà été élaboré dans le cadre d'un projet conjoint de la Banque interaméricaine de développement et du SIECA, et que la Banque interaméricaine de développement était prête à mettre le logiciel à la disposition des Membres de l'OMC, ce qui permettrait d'éviter de devoir financer l'élaboration d'un nouveau logiciel. Dans le contexte des exercices qui se déroulaient dans les Amériques et qui faisaient intervenir un travail informatique similaire, le logiciel avait été le plus utile pour planifier des séminaires et des ateliers. Le Secrétariat devrait analyser les communications destinées à la BDI pour déterminer le type d'assistance additionnelle qui serait requis, afin d'améliorer la qualité des communications, de faciliter l'exercice et d'obtenir davantage de communications uniformisées. L'assistance technique concernant la BDI devrait partir de l'expérience plutôt que d'un programme de travail hypothétique, et des séminaires et ateliers devraient être organisés selon les besoins, en fonction des données disponibles. L'intervenante a dit qu'il était peut-être prématuré de discuter du financement, qui devait être décidé dans le cadre du Comité du budget. Elle a insisté sur le fait que c'était aux Membres de l'OMC qu'il incombait de fournir les données destinées à la BDI. Les Membres pouvaient coopérer avec d'autres organisations internationales pour préparer les données, mais c'étaient les gouvernements Membres, et non ces organisations, qui devaient fournir les renseignements au Secrétariat. A cet égard, elle a suggéré que le Secrétariat dresse un inventaire des données pertinentes existantes, afin d'identifier les sources possibles. A son avis, les renseignements devaient à ce stade pouvoir être communiqués uniquement aux Membres de l'OMC. L'accès pour les utilisateurs ne faisant pas partie de l'OMC devrait être étudié de manière plus approfondie à un stade ultérieur.

3.9 Le représentant du Maroc a dit que l'assistance technique concernant la BDI devrait aider certains pays Membres de l'OMC à communiquer régulièrement et d'une manière satisfaisante les renseignements. Sa délégation était d'avis que ce qui était prévu dans ce domaine à ce stade n'était pas suffisant, en ce qui concerne aussi bien le financement que le nombre de pays qui bénéficieraient du programme.

Il fallait prévoir un programme plus ambitieux et réaliste, dont devraient bénéficier les pays qui avaient une infrastructure nécessitant un soutien technique considérable, ce qui permettrait à ces pays d'être réellement associés au système commercial international.

3.10 Le représentant des Communautés européennes a dit qu'il pensait lui aussi que la question du financement devait être examinée en dehors du cadre du Comité. Un aspect positif était l'épargne nette qui pouvait être réalisée grâce au logiciel de la Banque interaméricaine de développement. L'intervenant était favorable à l'idée de tirer parti des missions qui avaient déjà été organisées par le Secrétariat pour établir des contacts pour la BDI. Il a suggéré que le Secrétariat prenne contact avec les autres organisations mentionnées dans le document du Secrétariat pour déterminer exactement quels renseignements étaient disponibles. A la réunion suivante du Comité, ces renseignements pourraient être utilisés pour clarifier les communications qu'il restait à présenter, et en particulier pour voir pourquoi certains pays avaient communiqué les renseignements à ces autres organisations mais non à la BDI. L'intervenant pensait lui aussi que les communications destinées à la BDI devaient être présentées par les pays eux-mêmes.

3.11 Le Président a ensuite invité le Secrétariat à donner des précisions sur l'assistance technique concernant la BDI. Un représentant du Secrétariat a informé le Comité que la Banque interaméricaine de développement avait déjà été contactée au sujet de l'utilisation de son logiciel pour la BDI. Le Secrétariat attendait une copie du logiciel, qu'il allait évaluer. Bien que le logiciel contienne certains renseignements qui n'étaient plus requis pour la BDI sur PC et qu'il faudrait peut-être le modifier, les Membres pouvaient l'utiliser pour préparer leurs communications destinées à la BDI. Des contacts seraient établis avec les secrétariats régionaux afin de faciliter la fourniture des données requises pour la préparation des communications destinées à la BDI. Il pourrait être possible d'organiser la distribution du logiciel pour la préparation des communications par l'intermédiaire des organisations en question et de participer aux séminaires déjà prévus par elles. Les communications destinées à la BDI devraient être évaluées pour déterminer les besoins en matière d'assistance technique. Le Secrétariat avait jusque-là planifié les séminaires qui pourraient être organisés pendant le deuxième semestre de 1998.

3.12 Le Président a proposé que le Comité prenne note de ces précisions et revienne sur la question de l'assistance technique à des réunions ultérieures. Il en a été ainsi convenu.

4. Rapport (1997) du Comité au Conseil du commerce des marchandises

4.1 Le Président a rappelé au Comité qu'un projet de rapport avait été distribué sous la cote G/MA/Spec/6 le 24 novembre 1997; ce projet avait été établi à partir des deux rapports périodiques du Comité au Conseil du commerce des marchandises distribués en avril et octobre 1997 sous les cotes G/MA/57 et G/MA/58. Il a invité les membres du Comité à prendre note du projet de texte, qui serait complété à la lumière des débats à la réunion en cours, en particulier pour ce qui était des questions liées aux modalités et au fonctionnement de la base de données intégrée. Le texte révisé serait distribué sous la cote G/L/215 et examiné par le Conseil du commerce des marchandises à sa réunion du 4 décembre.

4.2 Le représentant des Communautés européennes, se référant au paragraphe 5 du rapport, a demandé que soient supprimés les termes "sur la base des règles en vigueur" à la fin de la phrase correspondante afin de bien rendre compte du débat qui avait eu lieu à ce sujet au cours des précédentes réunions du Comité.

4.3 Le délégué de la Suisse a demandé instamment que le paragraphe soit maintenu tel quel et a rappelé que les membres du Comité étaient convenus de poursuivre sans délai le travail relatif à la vérification et à la certification de la documentation SH96, sur la base des règles en vigueur.

4.4 Le représentant de la Nouvelle-Zélande a soulevé la question de la situation en ce qui concerne les notifications de restrictions quantitatives. Il a demandé que cette question soit inscrite au programme de travail du Comité pour 1998 étant donné que certains points concernant la portée et le champ d'application de la décision devaient être précisés. Il a suggéré d'insérer quelques mots à cet effet dans le paragraphe 8.

4.5 Se référant au paragraphe 10, la déléguée des Etats-Unis a dit qu'elle présumait que ce paragraphe rendrait compte de la discussion qui avait eu lieu au sujet de la BDI et indiquerait également qu'un rapport périodique sur la situation en ce qui concerne les communications destinées à la BDI sur PC serait distribué régulièrement aux membres du Comité. Par ailleurs, s'agissant de la question de l'assistance technique, le rapport devrait indiquer que le Comité poursuivrait l'examen de cette question et que le document qui avait été présenté dans ce contexte n'était qu'une base de discussion.

4.6 En réponse à l'intervention faite par la Nouvelle-Zélande, le représentant du Mexique a dit qu'il estimait que, puisque la décision et le mode de présentation des notifications de restrictions quantitatives avaient été approuvés très peu de temps auparavant, il n'était pas souhaitable d'engager aussi rapidement un débat sur une éventuelle modification. De l'avis de sa délégation, il valait mieux attendre et voir comment la décision serait appliquée dans la pratique avant d'entamer un processus de révision dans un avenir proche.

4.7 Le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit qu'il pensait qu'il y avait un malentendu au sujet de l'intention de sa délégation. Il ne proposait pas de modifier le mode de présentation de ces notifications et ne souhaitait pas que la décision soit entièrement modifiée; le seul aspect que sa délégation jugeait peu clair était la portée et la nature des restrictions quantitatives qui devaient être notifiées en vertu de la décision. D'après les notifications présentées jusque-là, il apparaissait à ses autorités que différents pays avaient des opinions différentes au sujet des restrictions quantitatives qui devaient être notifiées. La délégation néo-zélandaise estimait qu'il serait utile d'examiner la nature des restrictions quantitatives déjà notifiées afin de voir s'il y avait concordance de vues au sujet de ce qui était requis. Une telle discussion serait sans préjudice de ce qui serait finalement convenu.

4.8 Le délégué du Mexique, tout en remerciant le délégué de la Nouvelle-Zélande pour ces précisions, a réitéré sa position et insisté sur le fait que la décision approuvée seulement quelques mois auparavant concernait les notifications résiduelles. A son avis, il serait donc difficile de préciser ce qui devait être notifié. Il a demandé qu'il soit rendu compte de sa position dans le rapport.

4.9 Le représentant des Communautés européennes a indiqué qu'il était manifeste que le Comité avait du travail à faire au sujet des restrictions quantitatives et que cette question devait être inscrite au programme du Comité pour l'année suivante. Il reconnaissait que les Membres devaient notifier les restrictions quantitatives non seulement à ce Comité mais aussi à d'autres comités, et estimait que toute la question des restrictions quantitatives devait être examinée sans limitation et sans préjudice de ce qui se passait dans d'autres comités.

4.10 La représentante des Etats-Unis a dit qu'elle pensait elle aussi que la question des restrictions quantitatives devait être examinée par le Comité l'année suivante.

4.11 Le Président a résumé les observations faites au sujet du projet de rapport annuel et, vu le peu de temps qui séparait la réunion du Comité de la réunion suivante du Conseil du commerce des marchandises, il a suggéré que, pour des raisons de transparence et afin de soumettre au Conseil du commerce des marchandises un rapport convenu, le Secrétariat établisse une version révisée du rapport tenant compte des observations faites et de la discussion qui avait eu lieu à la réunion, et la distribue aux délégations qui étaient intervenues dans le débat pour d'éventuelles observations. Le rapport serait

ensuite distribué formellement sous la cote G/L/215 avant la réunion du Conseil du commerce des marchandises.

Il en a été ainsi convenu.

5. Autres questions

5.1 - Canada - Rapport sur la réunion annuelle conjointe des ministres et des dirigeants des pays de l'APEC

5.1.1 Le représentant du Canada a informé le Comité de la récente réunion de l'APEC tenue au Canada, à laquelle avaient participé 18 pays riverains du Pacifique qui, ensemble, représentaient plus de la moitié de la production économique mondiale; il a dit que, dans leur déclaration de clôture, les dirigeants des pays de l'APEC avaient réaffirmé la primauté du système commercial multilatéral ouvert et fondé sur des règles dans le cadre de l'OMC, ainsi que leur attachement à ce que les activités de l'APEC se déroulent dans le cadre d'un régionalisme ouvert. Il a appelé l'attention du Comité sur l'un des principaux résultats de la réunion de Vancouver - tous les ministres chargés du commerce s'étaient engagés à poursuivre un programme de libéralisation volontaire dans 15 secteurs. Les neuf secteurs suivants avaient été identifiés comme appelant une action immédiate:

- biens et services de protection de l'environnement;
- poissons et produits de la pêche;
- produits forestiers;
- appareils et instruments médicaux;
- arrangement de reconnaissance mutuelle concernant l'équipement de télécommunication;
- secteur de l'énergie;
- jouets;
- pierres précieuses et articles de bijouterie et de joaillerie;
- produits chimiques.

5.1.2 L'intervenant a ajouté que, en 1998, les membres de l'APEC développeraient encore les mesures de libéralisation spécifiques devant être prises pour que la mise en oeuvre puisse commencer en 1999 chaque fois que possible. En outre, les membres de l'APEC étaient convenus d'essayer d'étendre la libéralisation volontaire rapide dans ces secteurs au-delà de la région de l'APEC et de l'intégrer, le cas échéant, dans le cadre de l'OMC. La délégation canadienne se réjouissait donc à la perspective de débattre, au Comité et dans les autres organes compétents de l'OMC, des avantages que présenteraient des accords sectoriels plurilatéraux dans ces secteurs ainsi que des modalités de leur conclusion.

5.2 - Suisse - Listes de concessions tarifaires sur feuillets mobiles

5.2.1 Le représentant de la Suisse a rappelé que les modalités en rapport avec la vérification et la certification des listes sur feuillets mobiles n'avaient pas encore été arrêtées définitivement, mais la présentation, la vérification et la certification des listes sur feuillets mobiles devaient être effectuées avant le lancement d'une nouvelle série de négociations, de façon que les Membres disposent d'une base complète et certifiée, éventuellement aussi sous forme électronique. Il a suggéré de reprendre la discussion concernant les modalités de vérification et de certification des listes sur feuillets mobiles et a proposé que ce travail soit étroitement lié aux consultations que menait le Président du Conseil du commerce des marchandises au sujet de la rectification et de la modification des listes.

5.3 - Date de la prochaine réunion du Comité

5.3.1 Le Président a informé les Membres du Comité que, sauf avis contraire, la prochaine réunion du Comité aurait lieu le 26 mars 1998.
